



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

LA REVUE FINANCIÈRE

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de mars 2021

Canada

©Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2021)
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document
en tout ou en partie doit être adressée au
ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN: 1487-0134

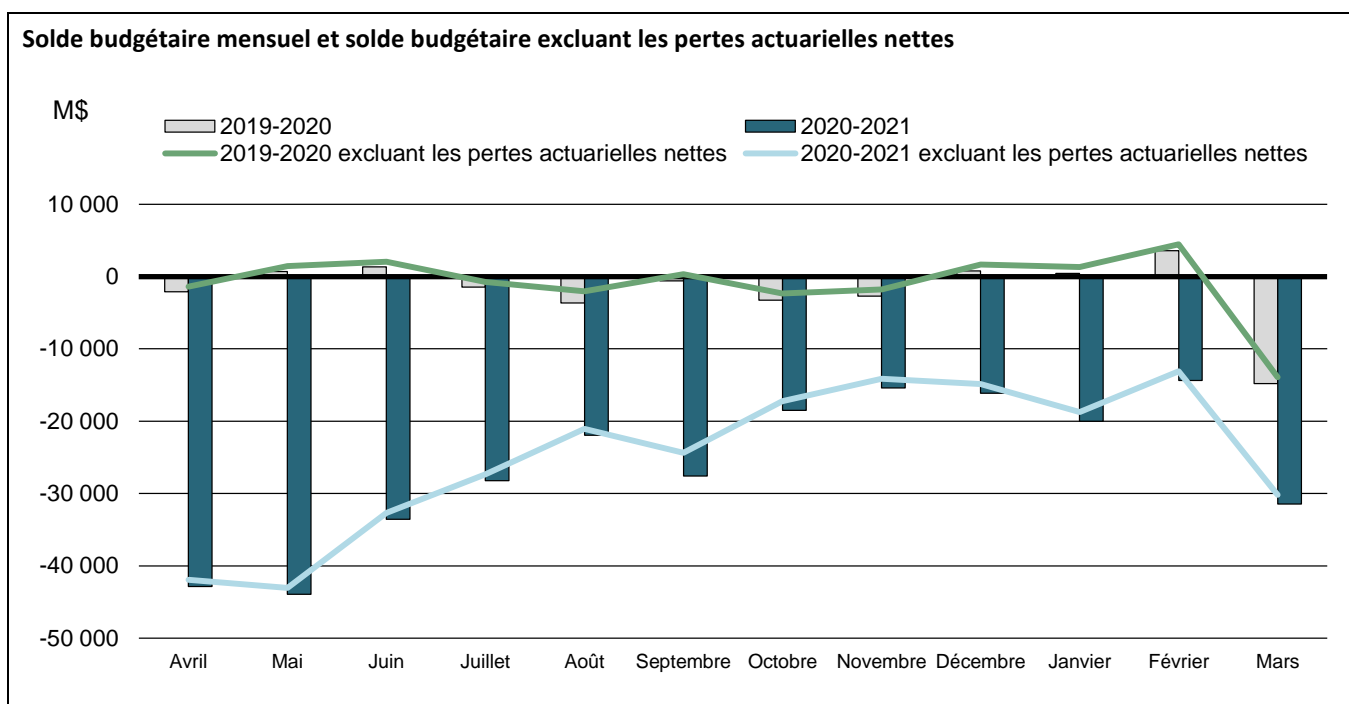
Faits saillants

Nota – Les résultats de mars 2021 présentés dans le rapport comprennent des rajustements comptables de fin d'exercice qui ne figurent pas dans les résultats de mars 2020 présentés à des fins comparatives en raison d'un retard des délais de présentation des rapports financiers pour les ministères et les organismes gouvernementaux au cours de l'exercice antérieur en lien à la COVID-19. Les résultats de mars 2021 ne constituent pas les résultats définitifs pour 2020-2021. Les résultats définitifs de l'exercice financier tiendront également compte des rajustements de fin d'exercice qui seront effectués en fonction des nouvelles données disponibles, notamment au titre des revenus fiscaux par suite des cotisations établies sur les déclarations de revenus et au titre de l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures de plus de 7 milliards de dollars annoncées dans le budget de 2021 qui sont en attente de la sanction royale de la loi d'exécution.

Mars 2021

Le mois de mars 2021 s'est soldé par un déficit budgétaire de 31,4 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 14,8 milliards en mars 2020. Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes se chiffrait à 30,2 milliards, par rapport à un déficit de 13,9 milliards en mars 2020. Le solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes est une nouvelle mesure qui complète le solde budgétaire traditionnel afin de rendre les rapports financiers du gouvernement plus transparents, en isolant l'incidence de l'amortissement des pertes actuarielles nettes découlant de la réévaluation des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement.

Les résultats financiers du gouvernement pour 2020-2021 témoignent du ralentissement économique et des mesures temporaires mises en œuvre en vertu du plan d'intervention économique du gouvernement visant à soutenir les Canadiens et les entreprises du pays qui font face à des difficultés financières en raison de l'éclosion de COVID-19.



Par rapport au mois de mars 2020 :

- Les revenus ont augmenté de 8,7 milliards de dollars (33,8 %), en raison de la hausse des revenus fiscaux et des autres revenus.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 25,6 milliards de dollars (69,0 %), en raison de divers facteurs, y compris les ajustements comptables de fins d'exercice en mars 2021, qui n'ont pas eu lieu en mars 2020; la hausse des transferts aux particuliers et aux entreprises dans le cadre des mesures d'intervention du gouvernement liées à la crise de COVID-19, la hausse des frais de personnel ainsi que l'achat d'équipement médical et de protection individuelle et de vaccins pour répondre à la COVID-19.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 0,6 milliard de dollars (24,4 %), principalement en raison des dépenses liées à des opérations de rachat d'obligations en mars 2020, qui n'ont pas eu lieu en mars 2021, ainsi que de la baisse des taux d'intérêt s'appliquant aux obligations du gouvernement en matière de régimes de retraite et autres avantages sociaux des employés, et de la baisse des intérêts sur les bons du Trésor.
- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (43,0 %), ce qui reflète les modifications aux évaluations actuarielles des pensions et des prestations, qui ont augmenté en grande partie en raison de la baisse des taux d'intérêt de fin d'année utilisés pour évaluer ces obligations, ainsi que de l'augmentation des coûts associés à l'utilisation des prestations d'invalidité et d'autres avantages futurs fournis aux anciens combattants.

D'avril 2020 à mars 2021

Pour la période d'avril à mars de l'exercice 2020-2021, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 314,0 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 21,8 milliards pour la même période de l'exercice 2019-2020. Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes se chiffrait à 298,6 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 11,0 milliards pour la même période de 2019-2020.

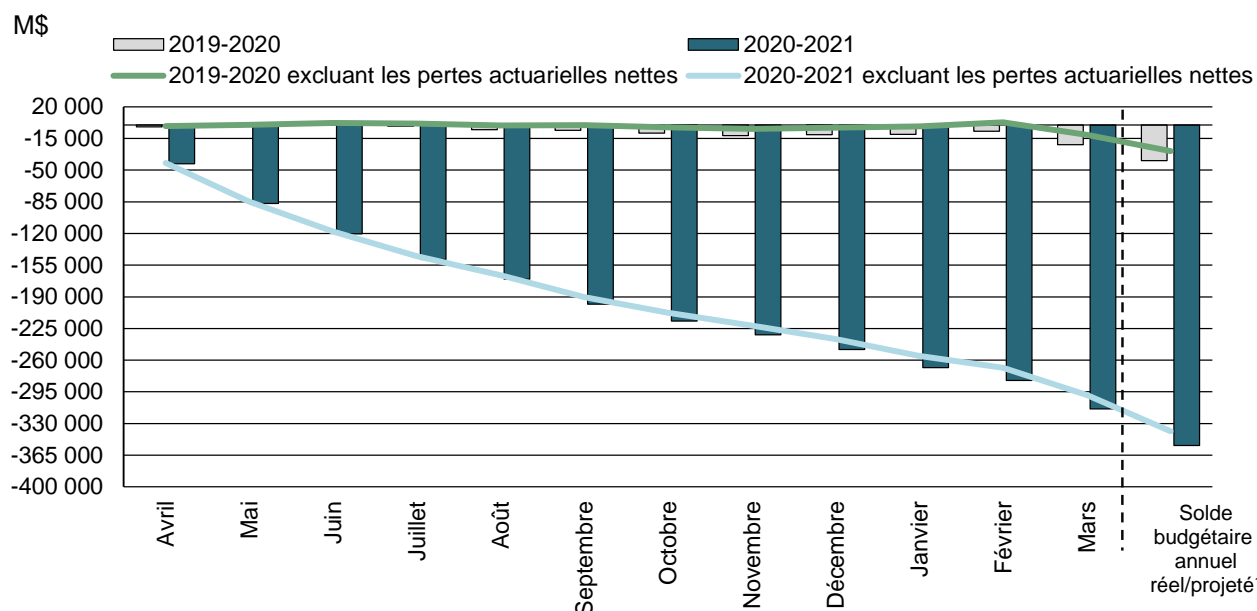
La variation sans précédent des résultats financiers du gouvernement découle de la grave détérioration de la situation économique et des mesures temporaires mises en œuvre par l'intermédiaire du plan d'intervention économique du gouvernement destiné à soutenir les Canadiens et les entreprises du pays qui font face à des difficultés financières en raison de l'éclosion de la COVID-19 au cours de cette période.

Comparativement à l'exercice 2019-2020 :

- Les revenus ont diminué de 34,8 milliards de dollars (10,4 %), sous l'effet de la réduction généralisée des autres revenus et des taxes et droits d'accise.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 256,9 milliards de dollars (80,1 %), en raison surtout des transferts versés aux particuliers, aux entreprises et aux autres administrations en vertu du Plan d'intervention économique, notamment la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et les prestations canadiennes de relance économique, la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), les transferts en vertu de l'Accord sur la relance sécuritaire et l'incitatif au remboursement des prêts du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC).
- Les frais de la dette publique ont diminué de 4,1 milliards de dollars (16,7 %), principalement sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt s'appliquant aux obligations du gouvernement en matière de régimes de retraite et autres avantages sociaux des employés, de la baisse des intérêts sur les bons du Trésor et de rajustements moins importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation.

- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 4,6 milliards de dollars (43,1 %), ce qui s'explique par la hausse de la valeur des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés en fonction des évaluations actuarielles préparées aux fins des *Comptes publics du Canada 2020*. L'augmentation des pertes actuarielles nettes est principalement attribuable à la baisse des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations, ainsi qu'à l'augmentation des coûts associés à l'utilisation de prestations d'invalidité et autres avantages futurs offerts aux anciens combattants.

Solde budgétaire cumulé de l'exercice et solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes



¹Source : Budget de 2021

Tableau 1

État sommaire des opérations

M\$

	Mars		Avril à mars	
	2020	2021	2019-2020	2020-2021
Opérations budgétaires				
Revenus	25 790	34 517	334 260	299 466
Charges				
Charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ¹	-37 123	-62 738	-320 682	-577 576
Frais de la dette publique	-2 564	-1 939	-24 586	-20 490
Solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes ¹	-13 897	-30 160	-11 008	-298 600
Pertes actuarielles nettes ¹	-897	-1 283	-10 764	-15 399
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-14 794	-31 443	-21 772	-313 999
Opérations non budgétaires	-7 330	25 167	-20 516	-13 146
Ressources ou besoins financiers	-22 124	-6 276	-42 288	-327 145
Variation nette dans les activités de financement	19 811	-2 880	46 936	341 562
Variation nette dans l'encaisse	-2 313	-9 156	4 648	14 417
Encaisse à la fin de la période			44 651	59 097

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

¹ Les données comparatives et celles d'avril à août 2020 ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*. Des renseignements concernant ce reclassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.

Revenus

Les revenus de 2020-2021 ont été touchés par les répercussions économiques de la crise de la COVID-19 et des mesures mises en œuvre dans le cadre du plan d'intervention économique du gouvernement, comme les reports d'impôt et la bonification unique du crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH). Cependant, étant donné qu'il est difficile d'isoler ces répercussions de l'activité économique sous-jacente, il s'avère impossible de donner une mesure exacte de l'incidence de la COVID-19 sur les revenus fédéraux.

En mars 2021, les revenus se sont chiffrés à 34,5 milliards de dollars, soit une hausse de 8,7 milliards (33,8 %) comparativement à mars 2020.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 7,0 milliards de dollars (34,5 %), ce qui est attribuable à de meilleurs résultats en mars dernier en raison des confinements et des mesures du gouvernement fédéral visant à lutter contre la COVID-19 ainsi que des reports de paiement de l'impôt qui ont eu une incidence sur les revenus.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,2 milliard de dollars (6,1 %).
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation dans le cadre du régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (129,5 %), sous l'effet d'un prix plus élevé de la pollution par le carbone en 2021.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements et les revenus nets sur opérations de change, ont augmenté de 1,5 milliard de dollars (64,8 %), sous l'effet principalement d'une hausse des bénéfices nets des sociétés d'État entreprises.

Pour la période d'avril à mars de l'exercice 2020-2021, les revenus se sont chiffrés à 299,5 milliards de dollars, en baisse de 34,8 milliards (10,4 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les revenus fiscaux ont baissé de 10,8 milliards de dollars (3,8 %), ce qui est principalement attribuable à la baisse des revenus tirés des taxes et droits d'accise, en raison des répercussions de la COVID-19 et des mesures connexes comme le paiement supplémentaire unique du crédit pour la TPS/TVH. Pour sa part, la portion fédérale des revenus tirés des droits d'accise sur le cannabis ayant fait l'objet d'une cotisation a augmenté de 61 millions au cours de la période d'avril à mars, pour passer à 103 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,4 milliard de dollars (1,8 %).
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation ont augmenté de 2,2 milliards de dollars (110,6 %), augmentation attribuable à l'adhésion de l'Alberta au système de redevance fédérale et à un prix plus élevé de la pollution par le carbone en 2020-2021.
- Les autres revenus ont baissé de 25,9 milliards de dollars (88,0 %), en raison surtout de la passation en charges immédiate des primes versées par la Banque du Canada sur ses achats de titres du gouvernement du Canada sur le marché secondaire, ainsi que de la baisse des bénéfices des autres sociétés d'État entreprises et des revenus provenant des intérêts et des pénalités.

Tableau 2

Revenus

	Mars			Avril à mars		
	2020	2021	Variation	2019-2020	2020-2021	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	12 259	13 655	11,4	164 410	164 164	-0,1
Sociétés	4 032	8 211	103,6	50 566	51 415	1,7
Non-résidents	141	900	538,3	9 328	8 695	-6,8
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	16 432	22 766	38,5	224 304	224 274	0,0
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	2 565	3 221	25,6	39 052	30 534	-21,8
Taxes sur l'énergie	462	360	-22,1	5 763	4 934	-14,4
Droits de douane à l'importation	377	526	39,5	4 974	4 242	-14,7
Autres taxes et droits d'accise	336	261	-22,3	6 070	5 414	-10,8
Total des taxes et droits d'accise	3 740	4 368	16,8	55 859	45 124	-19,2
Total des revenus fiscaux	20 172	27 134	34,5	280 163	269 398	-3,8
Produits issus de la redevance sur les combustibles	319	732	129,5	2 021	4 256	110,6
Cotisations d'assurance-emploi	2 938	2 759	-6,1	22 679	22 273	-1,8
Autres revenus	2 361	3 892	64,8	29 397	3 539	-88,0
Total des revenus	25 790	34 517	33,8	334 260	299 466	-10,4

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Charges

Les charges de programmes de 2020-2021 ont été considérablement touchées par les mesures de dépenses prises en vertu du Plan d'intervention économique, y compris la PCU, la SSUC, les mesures de l'Accord sur la relance sécuritaire, l'incitatif au remboursement des prêts du CUEC, les prestations canadiennes de relance économique, la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE) et la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer (SUCL). De plus amples renseignements sur ces mesures sont présentés ci-dessous.

Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées en mars 2021 à 62,7 milliards de dollars, soit une augmentation de 25,6 milliards (69,0 %) par rapport à mars 2020.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi, la PCU et les prestations canadiennes de relance économique ainsi que les prestations pour enfants, ont augmenté de 6,0 milliards de dollars (64,6 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (3,2 %), sous l'effet d'une hausse du nombre de prestataires.
 - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 3,1 milliards de dollars (136,1 %), en raison de l'augmentation du chômage attribuable à la crise et des changements temporaires apportés au programme d'assurance-emploi visant à améliorer l'accès.
 - Les prestations de relance économique et les versements de la PCU aux particuliers traités en marge du Compte des opérations de l'assurance-emploi ont totalisé 2,7 milliards de dollars. Les prestations canadiennes de relance économique comprennent la Prestation canadienne de la relance économique, la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique et la Prestation canadienne de relance économique pour les proches aidants, lesquelles sont des programmes de soutien du revenu instaurés dans le cadre du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19.
 - Les prestations pour enfants ont diminué de 0,1 milliard (2,7 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (12,0 %), en grande partie sous l'effet des transferts versés aux provinces et aux territoires en vertu de l'Accord sur la relance sécuritaire, du Fonds de soutien aux travailleurs essentiels à la suite de la COVID-19 et de la croissance prévue par la loi du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires. Ces augmentations ont été compensées en partie par le transfert de 0,5 milliard de dollars aux provinces et aux territoires en mars 2020 pour soutenir la préparation de la santé publique, les besoins critiques du système de soins de santé et les efforts d'atténuation associés à la COVID-19.

- Les charges de programmes directes ont augmenté de 18,9 milliards de dollars (88,6 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles a augmenté de 0,4 milliard de dollars (40,0 %), ce qui est principalement attribuable à une hausse du taux de l'incitatif à agir pour le climat pour l'année d'imposition 2020.
 - La SSUC correspond à des paiements totalisant 3,7 milliards de dollars versés aux employeurs admissibles en vertu du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19.
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 9,8 milliards de dollars (116,1 %), ce qui représente des mesures d'intervention face à la COVID-19, comme les programmes d'aide internationale, l'incitatif au remboursement des prêts du CUEC, l'augmentation des transferts aux peuples autochtones et les différences temporelles d'une année sur l'autre.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 4,9 milliards de dollars (41,6 %), ce qui est en grande partie attribuable à la hausse des charges de personnel ainsi qu'aux achats de fournitures médicales et d'équipement de protection individuelle et de vaccins afin de répondre à la crise de la COVID-19.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,6 milliard de dollars (24,4 %), ce qui reflète en grande partie des dépenses liées à des opérations de rachat d'obligations en mars 2020, qui n'ont pas eu lieu en mars 2021, ainsi que la baisse des taux d'intérêt s'appliquant aux obligations du gouvernement en matière de régimes de retraite et autres avantages sociaux des employés, et la baisse des intérêts sur les bons du Trésor.

Les pertes actuarielles nettes, qui représentent l'amortissement des changements à l'évaluation des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs, ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (43,0 %), principalement attribuables à la baisse des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations, ainsi qu'à l'augmentation des coûts associés à l'utilisation de prestations d'invalidité et autres avantages futurs offerts aux anciens combattants.

Pour la période d'avril à mars de l'exercice 2020-2021, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 577,6 milliards de dollars, soit une hausse de 256,9 milliards (80,1 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi, la PCU et les prestations canadiennes de relance économique ainsi que les prestations pour enfants, ont augmenté de 102,8 milliards de dollars (102,0 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,5 milliards de dollars (4,5 %), en grande partie sous l'effet de la hausse du nombre de bénéficiaires.
 - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 41,7 milliards de dollars (206,0 %), en raison de la hausse du taux de chômage provoquée par la crise et des changements temporaires apportés au programme d'assurance-emploi visant à améliorer l'accès. Les prestations d'assurance-emploi comprennent aussi 27,5 milliards en versements de la PCU traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi.
 - Les prestations de relance économique et les versements de la PCU aux particuliers traités en marge du Compte des opérations de l'assurance-emploi ont totalisé 56,2 milliards de dollars.
 - Les prestations pour enfants ont augmenté de 2,4 milliards de dollars (10,0 %), ce qui est principalement attribuable à la bonification ponctuelle de l'Allocation canadienne pour enfants en mai 2020.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 20,7 milliards de dollars (26,2 %), en grande partie sous l'effet des facteurs suivants : les transferts versés en vertu de l'Accord sur la relance sécuritaire; le Fonds de soutien aux travailleurs essentiels à la suite de la COVID-19, la croissance prévue par la loi en 2020-2021 du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires; le Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire; le financement pour nettoyer les puits pétroliers et gaziers orphelins et inactifs. Ces hausses ont été compensées en partie par une charge de 1,9 milliard, comptabilisée en avril 2019, en vertu de l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia entre le Canada et Terre-Neuve-et-Labrador, qui ne s'est pas reproduite en 2020-2021.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 133,4 milliards de dollars (94,5 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles a augmenté de 1,9 milliard de dollars (73,5 %), ce qui est principalement attribuable à l'administration des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat, à un taux accru, pour l'année d'imposition 2020.
 - Les versements de la SSUC aux employeurs admissibles se sont chiffrés à 75,0 milliards de dollars.
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 44,5 milliards de dollars (91,8 %), ce qui est principalement attribuable à un certain nombre de mesures d'intervention pour répondre à la COVID-19, dont l'incitatif au remboursement des prêts du CUEC, les transferts aux étudiants en vertu de la PCUE, les paiements effectués en vertu du programme de la SUCL et le soutien aux aînés pour couvrir la hausse des coûts attribuable à la COVID-19.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, organismes, sociétés d'État consolidées et autres entités du gouvernement ont augmenté de 12,0 milliards de dollars (13,3 %), ce qui est principalement attribuable aux achats de fournitures médicales et d'équipement de protection individuelle effectués afin de répondre à la crise de la COVID-19 et à une hausse des coûts liés aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés en fonction des évaluations actuarielles mises à jour.

Les frais de la dette publique ont diminué de 4,1 milliards de dollars (16,7 %), principalement en raison de la diminution des intérêts sur les obligations liées aux régimes de retraite et autres avantages sociaux, de la baisse des intérêts sur les bons du Trésor du gouvernement du Canada et des rajustements moins importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation.

Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 4,6 milliards de dollars (43,1 %), sous l'effet de la hausse des obligations du gouvernement au titre des prestations de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs. La hausse des pertes actuarielles nettes s'explique en grande partie par la baisse des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations, et de l'augmentation des coûts associés à l'utilisation de prestations d'invalidité et autres avantages futurs offerts aux anciens combattants.

Tableau 3

Charges

	Mars			Avril à mars		
	2020	2021	Variation	2019-2020	2020-2021	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	4 813	4 965	3,2	56 185	58 732	4,5
Prestations d'assurance-emploi ¹	2 309	5 452	136,1	20 218	61 869	206,0
Prestation canadienne d'urgence et prestations de relance économique ¹		2 729	s,o,		56 166	s,o,
Prestations pour enfants	2 113	2 056	-2,7	24 371	26 796	10,0
Total des principaux transferts aux particuliers	9 235	15 202	64,6	100 774	203 563	102,0
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	3 864	3 500	-9,4	40 872	41 880	2,5
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 215	1 252	3,0	14 586	15 023	3,0
Péréquation	1 655	1 714	3,6	19 850	20 573	3,6
Formule de financement des territoires	268	284	6,0	3 948	4 180	5,9
Fonds de la taxe sur l'essence	8	0	-100,0	2 170	2 170	0,0
Soins à domicile et soins de santé mentale	20	1	-95,0	1 100	1 250	13,6
Autres arrangements fiscaux ²	-436	634	245,4	-3 791	14 321	477,8
Total des principaux transferts aux autres administrations	6 594	7 385	12,0	78 735	99 397	26,2
Charges de programmes directes³						
Retour des produits issus de la redevance sur les combustibles	1 071	1 499	40,0	2 608	4 526	73,5
Subvention salariale d'urgence du Canada		3 749	s.o.		74 988	s.o.
Autres paiements de transfert	8 415	18 184	116,1	48 522	93 061	91,8
Charges de fonctionnement	11 808	16 719	41,6	90 043	102 041	13,3
Total des charges de programmes directes	21 294	40 151	88,6	141 173	274 616	94,5
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes³	37 123	62 738	69,0	320 682	577 576	80,1
Frais de la dette publique	2 564	1 939	-24,4	24 586	20 490	-16,7
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes³	39 687	64 677	63,0	345 268	598 066	73,2
Pertes actuarielles nettes ³	897	1 283	43,0	10 764	15 399	43,1
Total des charges	40 584	65 960	62,5	356 032	613 465	72,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Les données d'avril à août 2020 ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*. Des renseignements concernant ce reclassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.

² Les autres arrangements fiscaux comprennent : le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les subventions législatives; les paiements liés aux accords de 2005 sur les ressources extracôtières; les paiements aux provinces relativement à la réglementation commune des valeurs mobilières; les transferts effectués en vertu de l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia conclue avec Terre-Neuve-et-Labrador; le Fonds de soutien aux travailleurs essentiels à la suite de la COVID-19, les transferts en vertu de l'Accord sur la relance sécuritaire; et d'autres éléments.

³ Les données comparatives et les données d'avril à août 2020 ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*. Des renseignements concernant ce reclassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

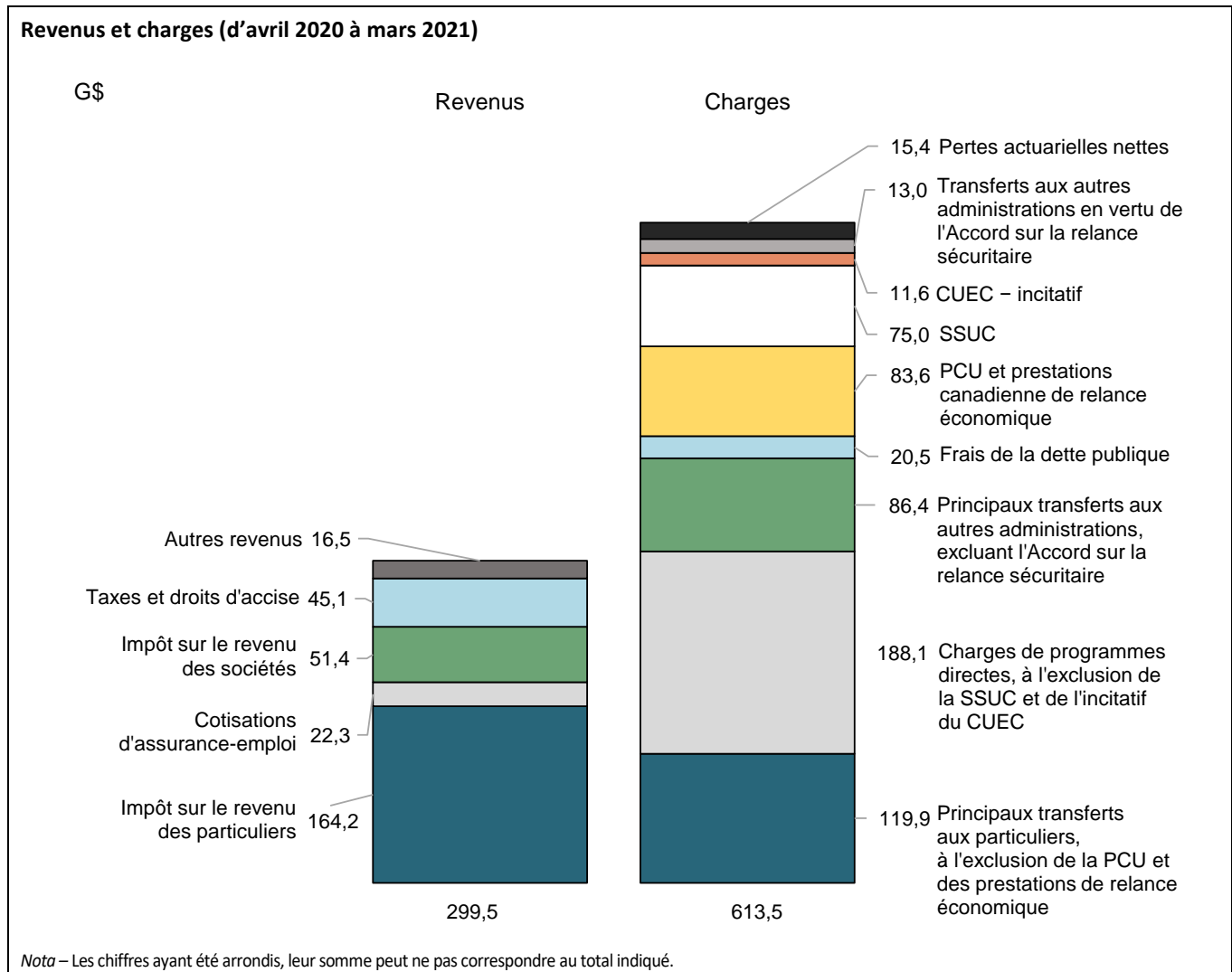
Tableau 4

Total des charges, par article de charges

	Mars			Avril à mars		
	2020	2021	Variation	2019-2020	2020-2021	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paiements de transfert	25 315	46 019	81,8	230 639	475 535	106,2
Autres charges						
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes ¹	5 943	7 904	33,0	51 889	57 848	11,5
Transports et communications	384	501	30,5	2 803	2 086	-25,6
Information	103	176	70,9	384	539	40,4
Services professionnels et spéciaux	2 399	4 097	70,8	12 350	14 169	14,7
Location	424	587	38,4	3 298	3 611	9,5
Réparation et entretien	815	928	13,9	3 608	3 531	-2,1
Services publics, fournitures et approvisionnements	658	1 846	180,5	3 006	8 341	177,5
Autres subventions et charges	593	542	-8,6	7 359	6 741	-8,4
Amortissement des immobilisations corporelles	435	112	-74,3	5 166	5 050	-2,2
Perte nette sur cession de biens	54	26	-51,9	180	125	-30,6
Total des autres charges	11 808	16 719	41,6	90 043	102 041	13,3
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes¹	37 123	62 738	69,0	320 682	577 576	80,1
Frais de la dette publique	2 564	1 939	-24,4	24 586	20 490	-16,7
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes¹	39 687	64 677	63,0	345 268	598 066	73,2
Pertes actuarielles nettes ¹	897	1 283	43,0	10 764	15 399	43,1
Total des charges	40 584	65 960	62,5	356 032	613 465	72,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Les données comparatives et les données d'avril à août 2020 ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*. Des renseignements concernant ce reclassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.



Besoins financiers de 327,1 milliards de dollars pour la période d'avril 2020 à mars 2021

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, placements et avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 314,0 milliards de dollars et des besoins de 13,1 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2020 à mars 2021 s'est soldée par des besoins financiers de 327,1 milliards, comparativement à des besoins financiers de 42,3 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

M\$

	Mars		Avril à mars	
	2020	2021	2019-2020	2020-2021
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-14 794	-31 443	-21 772	-313 999
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	4 701	16 545	-3 086	-3 434
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	685	1 978	10 699	16 803
Comptes d'opérations de change	-2 230	4 359	-5 214	12 280
Prêts, placements et avances	-8 830	4 801	-19 330	-32 772
Actifs non financiers	-1 656	-2 516	-3 585	-6 023
Total des opérations non budgétaires	-7 330	25 167	-20 516	-13 146
Ressources ou besoins financiers	-22 124	-6 276	-42 288	-327 145

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 341,6 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 327,1 milliards de dollars et a augmenté ses soldes de trésorerie de 14,4 milliards en augmentant la dette non échue de 341,6 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

À la fin du mois de mars 2021, les soldes de trésorerie s'élevaient à 59,1 milliards de dollars, soit 14,4 milliards de plus qu'à la fin du mois de mars 2020. L'augmentation de la trésorerie est principalement attribuable aux emprunts effectués afin de répondre aux besoins financiers prévus du gouvernement dans le cadre du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19.

Tableau 6

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

M\$

	Mars		Avril à mars	
	2020	2021	2019-2020	2020-2021
Ressources ou besoins financiers	-22 124	-6 276	-42 288	-327 145
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-8 195	13 380	27 372	278 482
Bons du Trésor	24 767	-11 800	17 567	66 933
Titres au détail	-18	-4	-740	-198
Total des emprunts en dollars canadiens	16 554	1 576	44 199	345 217
Emprunts en devises	-403	-1 224	-70	-514
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	16 151	352	44 129	344 703
Réévaluation de swaps de devises	3 655	-2 102	3 319	-10 142
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-34	-1 149	324	7 204
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	39	19	-836	-203
Variation nette dans les activités de financement	19 811	-2 880	46 936	341 562
Variation de la trésorerie	-2 313	-9 156	4 648	14 417
Trésorerie à la fin de l'exercice			44 651	59 097

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Dettes fédérales

La dette fédérale, ou le déficit accumulé, correspond à l'écart entre le total des passifs et le total des actifs du gouvernement. La variation d'une année à l'autre du déficit accumulé découle du solde budgétaire cumulé de l'exercice visé, auquel s'ajoutent les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global se composent de certains gains et pertes non réalisés sur des instruments financiers ainsi que de gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés qui sont comptabilisés par les sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques.

Le déficit accumulé a augmenté de 313,9 milliards de dollars d'avril 2020 à mars 2021, en raison du déficit budgétaire de 314,0 milliards enregistré pendant cette période et de pertes de 0,1 milliard au titre des autres éléments du revenu global.

Tableau 7

État condensé de l'actif et du passif

M\$

	31 mars 2020	31 mars 2021	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	163 833	169 171	5 338
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	596 864	875 346	278 482
Bons du Trésor	151 867	218 800	66 933
Titres au détail	497	299	-198
Total partiel	749 228	1 094 445	345 217
Payable en devises	15 941	15 427	-514
Compte de réévaluation de swaps de devises	10 592	450	-10 142
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	2 487	9 691	7 204
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 503	5 300	-203
Total de la dette non échue	783 751	1 125 313	341 562
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	168 596	168 006	-590
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	126 378	143 405	17 027
Autres passifs	6 051	6 417	366
Total des régimes de retraite et autres passifs	301 025	317 828	16 803
Total de la dette portant intérêt	1 084 776	1 443 141	358 365
Total des passifs	1 248 609	1 612 312	363 703
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	173 715	196 904	23 189
Comptes d'opérations de change	104 903	92 623	-12 280
Prêts, placements et avances (après déduction des provisions) ¹	152 502	185 367	32 865
Actifs des régimes de retraite du secteur public	4 598	4 598	-
Total des actifs financiers	435 718	479 492	43 774
Dette nette	812 891	1 132 820	319 929
Actifs non financiers	91 531	97 554	6 023
Dette fédérale (déficit accumulé)	721 360	1 035 266	313 906

Nota – Les chiffres ayant été arrondis leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Le montant du 31 mars 2021 inclut des gains de 0,1 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrés par les sociétés d'État entreprises et autres entreprises pour la période d'avril 2020 à mars 2021.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada préparé tous les mois par le ministère des Finances du Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun conformément aux Normes spéciales de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international qui sont conçues pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les *Comptes publics du Canada*.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement qui sont résumés dans la section 2 du volume I des *Comptes publics du Canada* accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des dépenses. Par exemple une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs publiés dans les *Comptes publics du Canada* annuels intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars une fois que d'autres renseignements sont connus dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus et les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7 État condensé de l'actif et du passif est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent habituellement à l'automne.

8. Le ministère des Finances a changé la présentation des résultats financiers dans *La revue financière* afin de :
- a) présenter séparément la constatation des gains et des pertes actuariels liés aux régimes de retraite du secteur public et aux autres avantages futurs des employés et des anciens combattants; et b) tenir compte des versements de la PCU aux particuliers traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi à même les prestations d'assurance-emploi. Cette nouvelle présentation correspond à celle adoptée dans l'État consolidé condensé des résultats et du déficit accumulé du *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*.

a. Les gains et les pertes actuariels étaient comptabilisés auparavant dans les charges de programmes directes mais sont maintenant présentés dans un nouveau poste intitulé « pertes actuarielles nettes ». Un nouvel élément de total partiel intitulé « solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes » a aussi été ajouté. L'objectif de cette présentation révisée consiste à améliorer les rapports financiers et la prise de décision pour les utilisateurs en isolant l'incidence des réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite du secteur public et des autres avantages futurs des employés et des anciens combattants lesquels sont souvent importants et peuvent cacher des événements sous-jacents et des tendances dans les dépenses actuelles du gouvernement. Les résultats pour la période d'avril à août 2020 et les données comparatives pour l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à cette nouvelle présentation. Des précisions au sujet de ce changement de présentation se trouvent dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020* affiché sur le site Web du ministère des Finances du Canada.

b. Les versements de la PCU traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi étaient déclarés auparavant dans *La revue financière* au poste de la Prestation canadienne d'urgence mais se trouvent maintenant au poste des prestations d'assurance-emploi. Les résultats pour la période d'avril à août 2020 ont été reclassés afin de se conformer à cette nouvelle présentation.

Nota – Sauf avis contraire les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Mai 2021